solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26 N°48(817) 9 décembre 1992, 21 année. 30 fr. ● Dépôt Bruxelles X ★

Surmenage

Le modèle japonais tue

«OK» affirme la pub Mazda. mais pour les travailleurs, ce serait plutôt le KO. On y a même inventé le terme «Karoshi» pour désigner ce surmenage qui tue: dix mille victimes par an. Le modèle japonais, tant vanté dans la course à la compétitivité, est un modèle qui tue. Combien de victimes faudrait-il prévoir en Belgique? Solidaire entame une série d'articles sur l'envers du modèle japonais... P 16

LIEGE
Six mois de prison ferme pour un tagger! 3

DOSSIER
Le Nord de la Corée 9 - 12

COCKERILL-SAMBRE
3.000 emplois supprimés? 14

solidaire

Dossier spécial: le Nord de la Corée

...elgique - PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26
Ed.Resp. Eligius Marie Rose, Bd M. Lemonnier 171 1000 Bruxelles ★

Les lecteurs de Solidaire connaissent la lutte de Cuba contre l'embargo imposé par les Etats-Unis et sa volonté d'y maintenir coûte que coûte le socialisme. A l'autre bout de la terre, un autre petit pays partage la conviction et le sort de Cuba: c'est la République Populaire Démocratique de Corée. En 1945, le Nord de la Corée s'est libéré de la colonisation japonaise et a édifié une société socialiste indépendante. Ce dossier vous aidera à découvrir quelques aspects de ce pays: sa lutte contre l'occupation japonaise, son esprit d'indépendance et sa fidélité aux principes du socialisme.

50 ans après, elles parlent:

200.000 Coréennes, esclaves sexuelles de l'armée japonaise

En 1910, l'empire du Japon colonisa la Corée. Dès les années 30, il entreprit d'autres conquêtes sur le continent, la Mandchourie, puis le reste de la Chine. Plus tard, l'empire s'attaqua au Sud-Est asiatique. Nous avons entendu parler des camps de concentration, de la brutalité de l'armée japonaise. Mais un des crimes les plus abjects commis par cette armée fasciste vient d'être révélé. Quelques femmes ont eu le courage, 50 ans après, de dénoncer la réquisition forcée de près de 200.000 jeunes femmes, coréennes pour la plupart, pour servir d'esclaves sexuelles aux militaires. 143.000 au moins n'ont pas survécu à cette barbarie.

Jong Mun Bok, habite l'arrondissement de Hwaphyong (Corée du Nord): *«J'ai été emmenée au "poste de consolation" de Tianjin (Chine) à l'âge de 16 ans et obligée d'y mener une vie d'esclave sexuelle. Des centaines de jeunes filles coréennes d'environ 20 ans y étaient emmenées. Dans la cour du "poste de consolation", des militaires japonais ont décapité, à coup de sabre, plus de 10 Coréennes, arrêtées au cours de leur fuite. En 1944, j'ai été emmenée à Singapour. Quotidiennement, j'ai du servir jour et nuit, vingt à trente militaires japonais qui se ruaient sur moi comme des bêtes. Si des consolatrices étaient enceintes, les militaires japonais leur faisaient une injection toxique pour les faire mourir.*
Sur 26 de mes co-détenues, 4 seulement ont survécu. Les Japonais m'ont complètement privée de ma jeunesse et du goût de vivre.»

Violées, torturées, massacrées sans merci

Les Japonais ont emmené des femmes coréennes en Mandchourie et en Asie du Sud-Est. Si elles résistaient, elles étaient torturées à mort. Mme Yun Kyong Ae témoigne: *«Un jour, une jeune fille avait résisté aux militaires japonais. Ces derniers l'ont écartelée en lui attachant les membres et la tête à cinq chevaux. Puis, s'adressant aux autres "consolatrices", ils leur ont dit: si vous désobéissez à l'armée japonaise, vous mourrez de cette façon.»* Mme Ri Bok Nyo rapporte: *«Une femme d'environ 30 ans, qui était dans la cellule à côté de la mienne résista au viol collectif des brutes japonaises. Ils ont alors pris cette femme, l'ont pendue à un arbre, la tête en bas, l'ont rouée de coups, puis ont entaillé ses seins et lui ont enfoncé des baïonnettes dans ses parties génitales.»* Mme Kim Tae Il, réquisitionnée de force à Shanghaï et à Singapour a affirmé que *«les Japonais avaient incendié une "maison de consolation" à Shanghaï car de nombreuses femmes étaient frappées d'une épidémie. Ils ont aussi rassemblé des femmes dans un fossé et y ont jeté des grenades pour les exterminer.»*

Sur ordre de l'Empereur...

Mme Sim Mi Ja, ancienne "consolatrice" a déclaré, lors de sa déposition au Japon: *«Pourquoi l'empereur Hirohito a-t-il sacrifié les femmes coréennes plutôt que des Japonaises? C'était d'une part, pour les empêcher d'être atteintes par les maladies vénériennes, d'autre part, pour humilier les peuples colonisés. C'est là que résident la discrimination nationale et l'essence de la domination colonialiste.»*
La japonaise Yoshida Seiji était une des responsables de l'enlèvement des femmes: *«Avant de partir pour l'enlèvement de femmes, la police nous offrait la carte d'un village donné et le nombre de ses femmes. Les forces de garde entouraient le village et seules les femmes étaient forcées à monter en camion. A ce moment-là, la résistance était forte. Mais la garde la réprimaient à coups de matraque, de pieds et de baïonnette.»*
Dès que fut révélées l'affaire des consolatrices, les autorités gouvernementales du Japon ont nié jusqu'à l'existence des faits. Elles ont affirmé n'avoir aucun document concernant l'implication du gouvernement ou de l'armée. Mais en décembre 1991, une Sud-Coréenne qui avait été mobilisée pour «servir» les soldats de l'armée impériale, a engagé des poursuites contre le gouvernement japonais, exigeant une indemnisation.
La réquisition des "consolatrices" figure dans les archives de l'Agence de la défense nationale du Japon, ainsi que dans d'autres documents. L'implication directe de l'Etat japonais et de son armée ne fait plus aucun doute. On a découvert également des documents prouvant la réquisition de fillettes de 12 ans dans les écoles primaires de Corée, comme le registre de l'école de Bangsan à Séoul. Une ancienne enseignante japonaise a avoué être toujours prise de remords pour avoir envoyé des écolières coréennes comme "consolatrices", sous l'ordre irréfragable de l'Empereur.
Arafune Seijiro, ancien vice-président de la chambre des représentants du Japon, a déclaré que plus de 143.000 Coréennes réquisitionnées avaient trouvé la mort.
L'affaire a été reprise par des organisations de femmes japonaises, qui ont publié un recueil de témoignages d'anciennes "consolatrices" et d'ancien militaires japonais.

Des Coréennes de Séoul manifestent devant l'ambassade du Japon. Elles réclament des excuses officielles du gouvernement japonais pour avoir réquisitionné 200.000 femmes commes «consolatrices» dans les années 30-40.

L'hypocrisie du gouvernement japonais

Le 6 juillet dernier, le gouvernement japonais a publié le résultat de son enquête sur la réquisition de «consolatrices», basé sur 127 renseignements de l'Agence de la défense et de différents ministères. Il reconnait avoir été *«profondément impliqué»* mais refuse d'indemniser les victimes, sous prétexte *«qu'il n'y a pas de fondement juridique valable à une réparation des pertes humaines et matérielles causées par son pays au peuple coréen, puisque cela se fondait sur les lois alors en vigueur»*. Sous la pression internationale, le Japon envisage de créer «un fonds de secours» pour les anciennes «consolatrices», mais refuse toujours de les entendre.
Cette attitude montre bien que le Japon ne s'est pas débarrassé de son passé colonial et nazi. La colonisation de la Corée, l'occupation de la Chine et du sud-est asiatique n'ont fait l'objet que d'excuses formelles.

Pourquoi 50 ans après?

Mme Yu Yu Da, née à Pusan (Corée du Sud) vit aujourd'hui en Thaïlande. *«J'ai été capturée quand j'avais 17 ans. J'ai été emmenée à Nagasaki où j'ai du servir les militaires japonais. Malgré les menaces, j'ai tenté de prendre la fuite, sans succès. J'ai alors été torturée au fer rouge. Guettant le moment favorable pour m'enfuir, j'y réussis à la faveur d'un raid aérien. Après la défaite du Japon, j'ai regagné la Corée à bord d'un bateau clandestin. J'ai gardé jusqu'à ce jour dans le plus grand secret ma vie du passé. Maintenant, je suis résolue à dévoiler toutes les atrocités du Japon, avant de quitter ce monde.»*
Agées de plus de 70 ans, les survivantes ne veulent pas mourir sans dénoncer ces crimes, d'autant que la résurgence du militarisme japonais a réveillé les démons du passé. Aujourd'hui, le Japon étend à nouveau sa domination - économique cette fois- sur la plupart de ses anciennes conquêtes. Nation pacifique? Détrompez-vous. Il se situe au troisième rang mondial sur le plan des dépenses militaires, qui s'élèvent à 45 milliards de yens en 1992. Juridiquement, le Japon s'est vu interdire par les Alliés en 1945, la reconstitution de forces de guerre. Mais il a contourné cela en créant des «forces d'autodéfense», dotées aujourd'hui d'équipements ultra-sophistiqués. Il intensifie aussi la construction d'installations nucléaires militaires. La *«loi sur la collaboration avec l'ONU pour le maintien de la paix»*, votée récemment, permet au Japon d'envoyer désormais ses «forces d'autodéfense» à l'étranger. Elles viennent de débarquer au Cambodge.
Ainsi donc, sur le plan moral — son attitude envers les «consolatrices» — et sur le plan militaire, le Japon montre qu'il ne s'est nullement défait de son passé militariste et colonial. Ce qui ne fait qu'augmenter l'inquiétude des peuples d'Asie.

Les Mémoires de Kim Il Sung

"A travers le siècle"

Vétéran du mouvement communiste international, Kim Il Sung a consacré toute sa vie à la lutte delibération, puis à l'édification du socialisme en Corée. Agé de quatre-vingt ans, il a gardé une grande lucidité pour juger les événements qui secouent le monde aujourd'hui. Sa vie, riche d'enseignements pour tous les communistes et les anti-impérialistes, Kim Il Sung s'est mis à la raconter: son enfance aux côtés de son père, militant indépendantiste et de sa mère, patriote dévouée, l'exil en Mandchourie, la création des premières organisations révolutionnaires, puis de la guérilla... Le récit est passionnant. Les événements qui pourraient sembler anecdotiques deviennent des leçons de sagesse révolutionnaire. Le fil conducteur de tout ce récit, c'est le souci permanent pour les masses populaires. Ceux qui n'ont de Kim Il Sung qu'une seule image, celle du «culte de la personnalité» et du «vieux dogmatique» seront sans doute les plus étonnés, en lisant cet ouvrage. Il est vivant, concret, terre-à-terre et chaleureux. Actuellement, les deux premiers tomes sont déjà traduits en français. Ils traitent de l'enfance de Kim Il Sung, de son engagement révolutionnaire jusqu'à 1933, quand la guérilla antijaponaise commence à s'étendre.
En voici quelques extraits.

«Né à une époque où le pays s'engouffrait toujours plus profondément dans la détresse et entamait son calvaire immérité, je grandis au milieu d'événements importants qui bouleversèrent le monde: aussi, dès mon tendre âge, il m'a été donné d'associer mon destin à celui de ma patrie, d'être uni à celle-ci pour le meilleur et pour le pire. Moi, qui me suis jadis embarqué dans cette oeuvre de longue haleine, me voilà maintenant octogénaire.(...)
Si, pendant ces longues années pleines de vicissitudes, j'ai pu rester fidèle à mes engagements initiaux et soutenir, sans broncher, cette lutte interminable et ardue, je le dois à mes camarades et au peuple, lesquels m'ont fait confiance et m'on appuyé par tous les moyens.»

Mon enfance avait fini...

«Le premier mars (1919), à Pyongyang, au signal du bourdon qui sonnait midi, des milliers de citadins, de jeunes gens et d'étudiants se réunirent dans la cour du Lycée de jeunes filles... Ils firent là lecture d'un «Manifeste de l'indépendance», proclamèrent solennellement que la Corée était un pays indépendant, puis, scandant «Vive l'indépendance de la Corée!», «Que les Japonais et l'armée japonaise se retirent!», ils se livrèrent à une grande manifestation de rue. Quand la colonne des marcheurs déboucha sur le boulevard, d'autres citadins se joignirent à eux par dizaines de milliers.(...)
Agé de moins de 7 ans, je me faufilai parmi les marcheurs... traînant mes chaussures éculées et criant des vivat comme les autres.(...)
L'ennemi avait mis en branle la police montée et l'armée aussi: éclairs de sabre, coups de feu. Nombre de manifestants furent tués.(...) Je voyais ma première tuerie humaine, j'assistais pour la première fois à l'effusion de sang de notre nation. Mon coeur d'enfant bouillonnait de colère.(...)
Les cris d'indépendance, si retentissants qu'ils semblaient secouer le territoire entier de ma patrie malheureuse et se répercuter aux quatre coins du monde, résonnèrent dans mes oreilles tout l'été. Ces vivats me firent mûrir plus tôt que l'âge. Ma conception du monde atteignit d'un bond un stade nouveau, pendant que j'assistais, dans la rue, devant la Porte Botong, à la scène d'une violente bagarre entre la foule des marcheurs et la police armée. Mon enfance avait fini, je peux l'affirmer, à cette heure où je criais «Vive l'indépendance!», me hissant sur la pointe des pieds entre les grandes personnes.»(Tome 1, p. 40-49)

La voie révolutionnaire

«Au début des années 30, les peuples opprimés qui réclamaient leur émancipation poursuivaient aussi leur poussée révolutionnaire à travers le monde. Cette lutte contre les impérialistes déferlait avec plus d'impétuosité sur le continent asiatique qu'ailleurs dans le monde.
C'est parce qu'à cette époque les impérialistes se livraient plus que jamais à des actes d'agression pour imposer leur joug aux pays sous-développés de cette partie du globe, et que les peuples de plusieurs pays d'Orient étaient engagés dans une lutte à mort pour sauvegarder leur souveraineté nationale.(...)
La lutte révolutionnaire menée en Chine et dans plusieurs autres pays d'Asie ainsi que la poussée de la lutte du peuple coréen nous enthousiasmaient fortement.
Nous avions la certitude que, si nous avions un parti et une théorie directrice pertinente, il nous serait parfaitement possible de mobiliser les masses populaires et de vaincre les impérialistes japonais.
En effet, à cette époque encore, la diversité des idées et des opinions reflétant les positions et les intérêts des différents groupes entravait la lutte de libération nationale en Corée et empêchait les masses de suivre la bonne voie.(...)
A mon avis, il était impossible de secouer le joug colonial à moins que tous les vingt millions de Coréens ne s'associent à l'action. Une révolution visant à émanciper les classes opprimées pouvait bien aboutir grâce à la mobilisation des seuls ouvriers et des seuls paysans, force motrice de cette révolution, mais du moment qu'il s'agissait d'une révolution contre la féodalité et l'impérialisme, sa force motrice devait être constituée, autant que par les ouvriers et les paysans, par la jeunesse étudiante, les intellectuels, les hommes de religion patriotes et même les capitalistes nationalistes.(...)
La tâche révolutionnaire la plus urgente de la nation coréenne consistait à abattre l'impérialisme japonais, à mettre fin aux rapports sociaux féodaux qui enchaînaient le peuple et à instaurer la démocratie.(...) J'expliquai ainsi aux délégués la raison pour laquelle la Révolution coréenne revêtait le caractère d'une révolution démocratique antiféodale et anti-impérialiste. Ceux-ci finirent par exprimer leur compréhension et approuvèrent chaleureusement ma définition.»(Tome 2, p. 40-53)

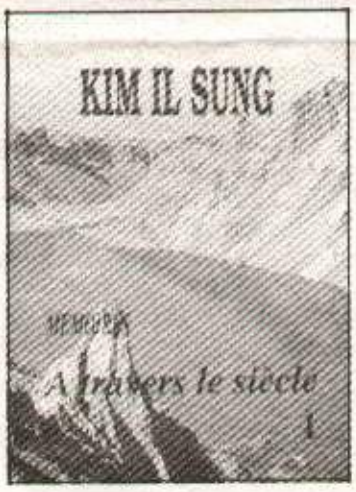
Kim Il Sung en 1927, à l'époque où il créa l'Union de la jeunesse communiste coréenne, le premier noyau du Parti révolutionnaire.

La position d'indépendance

«Si nous avons pu ainsi proclamer la voie de la Révolution coréenne à Kalun (1930), c'est que nous avions, dès l'époque de Jilin, établi la position et l'attitude indépendantes à adopter pour la Révolution coréenne et exploré le nouveau chemin du mouvement communiste en participant au mouvement de la jeunesse étudiante. Mon rapport, publié sous le titre la Voie de la Révolution coréenne, précise les idées formées et la position adoptée dans mes jours de lutte et mûries au cours de mon emprisonnement. Ces idées sont devenues la ligne et l'idéologie directrice de notre révolution.(...)
Les Japonais prétendaient que nous n'étions qu'un «grain de millet dans la mer», mais nous avions derrière nous un océan qui était le peuple, dont la force est inépuisable.(...) Si nous avons pu combattre un ennemi armé jusqu'aux dents, 15 années durant, malgré les rigueurs de l'hiver de la Mandchourie où la température descendait jusqu'à moins 40 degrés, et en triompher finalement, c'est parce que nous avions avec nous ce puissant rempart ou cet immense océan qu'était le peuple.»(p.51-57)

Créer un nouveau parti

«L'ancien parti communiste avait été organisé en avril 1925.(...) La fondation de ce parti était l'aboutissement nécessaire et légitime de l'évolution du mouvement ouvrier et du mouvement de libération nationale en Corée.
Ce parti diffusa les idées socialistes parmi les masses, notamment les ouvriers et les paysans, et se mit à la tête du mouvement ouvrier.(...) Malheureusement, du fait de la cruelle répression impérialiste japonaise et des luttes fractionnelles entre les leaders de ce même parti, le Parti communiste coréen cessa d'être en 1928.(...)
Fonder un parti de type nouveau, pur et authentique, impliquait toutes sortes de difficultés. La plus grande venait de la subsistance du fractionnisme dans les rangs communistes.(...)
Nous en conclûmes qu'un parti révolutionnaire ne pourrait pas naître de l'ancien parti ni des éforts de la vieille génération accoutumée au fractionnisme.
L'autre difficulté à résoudre pour fonder un parti était liée au principe: un seul parti par pays, énoncé par l'Internationale communiste.(...) L'Internationale proposait aux communistes coréens en Mandchourie d'adhérer au Parti communiste chinois et de militer en qualité de membres du dit parti.(...)
N'y aurait-il pas une solution qui réponde aux directives de l'Internationale communiste et qui permette en même temps de promouvoir la Révolution coréenne?
Je trouvai une solution: tenir compte du mouvement communiste initial pour poser solidement les bases organisationnelles et idéologiques du parti à fonder - au lieu de nous hâter de proclamer un comité central - et mettre ainsi sur pied un parti réellement capable de jouer le rôle d'état-major de notre révolution.(...) Commencer par mettre sur pied une organisation de base ayant pour ossature la nouvelle génération de communistes tout à fait étrangers au fractionnisme, puis l'étendre et la renforcer jusqu'à fonder le parti, voilà qui était à mes yeux le moyen le plus approprié et le plus réaliste pour nous. Par ailleurs, j'étais certain que l'Internationale approuverait cette manière d'opérer pour fonder notre parti.(...)
Après avoir mis ces idées en ordre, je proposai, à la Conférence de Kalun, l'orientation à suivre pour créer un parti, et je mis sur pied la première organisation de notre futur parti.(...)
Notre action, elle aussi, avait fait des progrès sans pareils par rapport au début.(...) Il fallait maintenant



Vous pouvez commander les Mémoires de Kim Il Sung «A travers le siècle» (2 tomes, 500 frs, frais de port inclus), en renvoyant le bon ci-dessous à la Librairie Internationale, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. T. 02/513.69.07.
O Je commande les deux tomes des Mémoires de Kim Il Sung et je verse 500 frs au compte 001-153634437 de la Librairie Internationale.
Nom: .....
Prénom: .....
Adresse: .....

un parti qui puisse contrôler et superviser les différentes organisations de masse, diriger l'ensemble du mouvement de libération nationale, se lier avec le Parti communiste chinois et nouer des rapports avec l'Internationale.(...) L'idéologie directrice, le noyau dirigeant et la base de masse, telles sont, peut-on dire, les conditions indispensables de la création d'un parti. En ce qui nous concerne, ces conditions étaient réunies.
Le 3 juillet 1930, dans une salle de l'école Jinmyong, à Kalun, nous mîmes sur pied la première organisation de parti.(...) Aucun mot ne pouvait exprimer notre joie et notre fierté d'avoir juré solennellement, sur l'époque et l'histoire, de nous sacrifier à la révolution en tant que membres d'une organisation du parti de Corée.
Quinze ans plus tard, dans ma patrie libérée, j'aurai fondé notre Parti et j'aurai enfin le temps d'aller passer une nuit dans la chambre chauffée par le sol, sous le toit paternel, où je sentirai la même odeur que dans mon enfance. Couché sur la natte, je me sentirai débarrassé de tous mes soucis et je me souviendrai avec émotion du temps où nous avons mis sur pied la première organisation de notre Parti à Kalun.»(p.60-71)

«Le peuple, c'est mon Dieu»

«Des policiers étaient à mes trousses. Aux abois, je me croyais perdu lorsque la voisine de Han Kwang vint à mon secours. Elle me dit: *«Je ne vous connais pas mais qu'importe. Vous êtes traqué. Entrez dans ma cuisine.»* Puis, d'un geste leste, elle me passa au dos le bébé qu'elle portait jusque-là sur le sien.(...)
Je devais paraître à l'époque assez âgé pour me faire passer pour un père de famille. Force m'était de jouer le rôle désigné, un bébé au dos, un tisonnier à la main, accroupi devant l'âtre. Dans ma vie, j'avais connu bien des situations périlleuses et affronté bien des dangers, mais jamais je n'avais fait pareille expérience.
Les policiers arrivèrent, rabattirent la porte et interpellèrent la maîtresse de maison. *«Où est passé le jeune homme de tout à l'heure?»* jetèrent-ils. *«Quel jeune homme? Personne n'est venu chez moi»*, répondit-elle d'un air calme.(...)
Elle m'a laissé un souvenir inoubliable.(...) Elle n'avait pas hésité à risquer sa vie pour me tirer du danger, moi, un parfait inconnu. Elle l'avait fait, désireuse d'aider un révolutionnaire. L'homme se reconnait dans l'épreuve.
Les vertus les plus belles et les plus sûres auxquelles un révolutionnaire peut s'en remettre sont celles que l'on trouve chez les gens du peuple. C'est la raison pour laquelle je disais souvent à mes compagnons d'armes: Adressez-vous aux gens du peuple chaque fois que vous vous trouvez en difficulté au cours de votre combat révolutionnaire. Allez frapper à leur porte si vous avez faim ou si vous avez soif. Allez leur demander consolation s'il vous est arrivé malheur.(...)
J'ai raconté l'incident à mes camarades lors d'une réunion des commandants d'unité de l'Armée révolutionnaire coréenne... Ils m'ont dit: *«Song Ju* (C'est son vrai nom, «Il Sung» est le surnom qui lui sera donné par la suite), *quel veinard tu es, tu es né sous une bonne étoile. C'est Dieu qui est descendu t'aider.»*
«Mais non, si j'ai échappé au danger, ce n'est pas grâce à Dieu, ai-je répondu. J'ai échappé aux mains des seigneurs réactionnaires grâce au soutien d'une brave femme du peuple. Le peuple, c'est mon Dieu.» (p. 128-130)

La classe ouvrière: la base la plus fiable

«Pour porter notre lutte à un stade supérieur, conformément à la ligne révolutionnaire établie au cours de la Conférence de Kalun, il fallait que nous nous mêlions plus intimement encore aux différentes couches de la société, notamment aux ouvriers et aux paysans, et que nous les préparions rapidement à la résistance contre l'impérialisme japonais.(...)
Dès cette époque, prenant conscience de l'importance que revêtaient la région du mont Paektu et celle de Ryuk-op, au sud du Tuman, notamment Onseung, pour le développement de la Révolution coréenne, nous avions projeté de faire de ces régions des bases stratégiques pour la guerre révolutionnaire.(...)
Je savais qu'une fois passé en Corée, il me fallait me méfier de tout et redoubler de vigilance. Mais j'avais ressenti une grande envie d'aller voir les ouvriers, sinon pour les lancer dans une grande action, du moins pour leur tendre la main et leur adresser quelques paroles encourageantes. Si j'avais dirigé jusqu'alors le mouvement de la jeunesse étudiante, c'était pour établir un pont me permettant de me mêler à la classe ouvrière. Notre objectif final était d'inciter la classe ouvrière à développer et à achever la Révolution coréenne.(...)
Ce que j'ai vu au hamba (chambrée) et sur le chantier, ce n'était pas seulement la vie pauvre et misérable des ouvriers qui peinaient pour gagner quelques sous, mais j'y ai constaté aussi, et surtout, leur volonté de lutter, leur désir de trouver une voie juste leur permettant de façonner eux-même leur destin.(...)
Je racontai alors beaucoup de choses aux ouvriers. Je leur parlai franchement de la question de la lutte armée, de la fondation du parti et de la formation du front uni national antijaponais.(...)
Plus tard, ainsi que nous l'avions prévu, ces régions deviendront les bases les plus fiables de la guerre antijaponaise.»(p.141-160)

Gagner les paysans à la révolution

«L'Eldorado, comme on le sait, est un pays (ou un village) exempt d'exploitation et d'oppression, où tout le monde est libre et heureux. Les Coréens avaient rêvé d'un tel pays dès la plus haute antiquité, et l'idée d'Eldorado des nationalistes traduisait ce rêve: bien-être universel, paix, fraternité.(...)
C'est à ce courant que l'on devait la création du village de Liaohe. Ceux qui y plantèrent les premiers piquets de tente étaient des nationalistes coréens... Ils y firent venir quelques 300 foyers de Coréens. Ayant soin de s'isoler du reste du monde, ils se mirent à édifier un monde à leur fantaisie. Le village naissant fut baptisé Wujiazi.(...)
Quand nous étions à Kalun, nous avions envoyé dans ce village quelques hommes de l'Armée révolutionnaire coréenne comme agents politiques, mais ceux-ci n'obtinrent pas de résultat notable; ils n'arrivèrent pas à entrer dans l'estime des notables du village, têtus et solidement implantés en milieu rural.
Ce fut alors que je me fis introduire dans le village, par l'intermédiaire de nos camarades, et j'y passai l'hiver.(...) Ce village était, à nos yeux, le dernier bastion du nationalisme en Mandchourie centrale. Si nous réussissions à le gagner à la cause de la révolution, nous aurions un modèle de transformation révolutionnaire pour toutes les campagnes et cette expérience nous permettrait de mettre sous notre influence toute la Mandchourie et les régions frontalières septentrionales de la Corée.
Si nous considérions les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels comme principales forces de la révolution, et que nous consentions de grands efforts pour la formation révolutionnaire de la paysannerie, cela s'expliquait par la part importante que cette dernière représentait dans la population du pays, soit plus de 80%.(...) Ceux-ci vivaient dans une misère noire et sans aucun droit, en butte aux persécutions des seigneurs de la guerre chinois, à l'exploitation cruelle des propriétaires fonciers et des usuriers; ils étaient spoliés par le biais du fermage, surmenés par d'autres formes d'exploitation non économique comme les redevances que l'on exigerait de serfs ou d'esclaves.»(p.161-165)

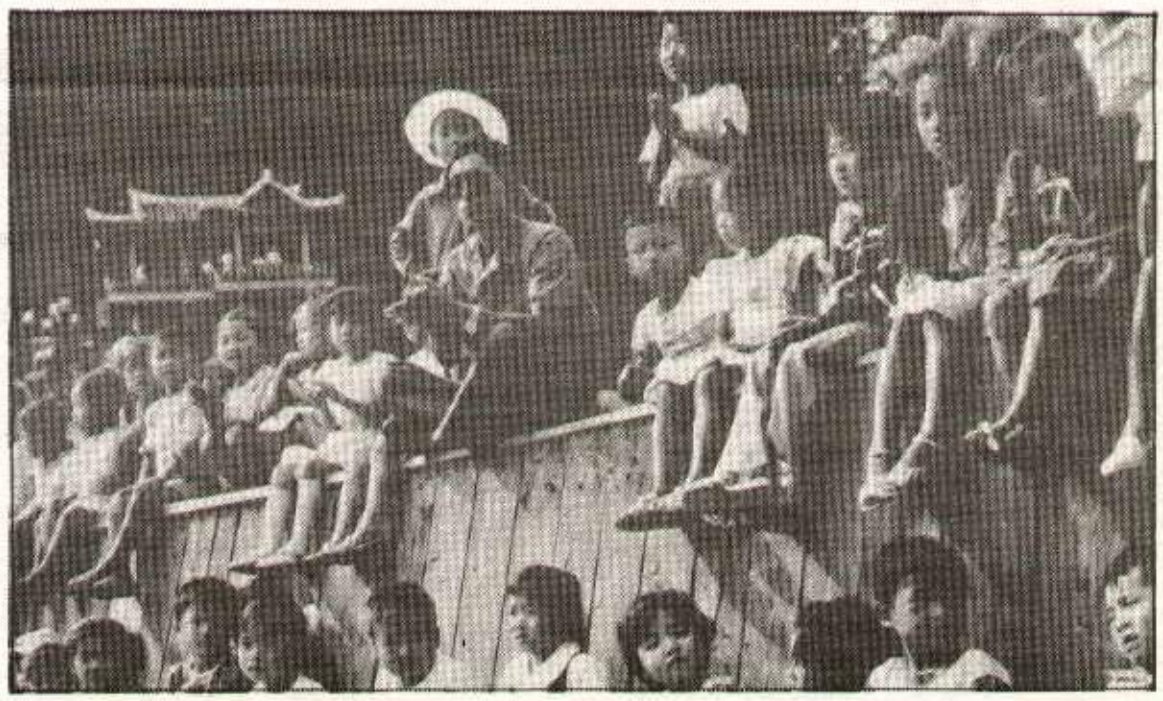
La maison natale de Kim Il Sung, à 12 km de la capitale, Pyongyang. C'est une maison typique de paysans pauvres. Maintenue dans son état initial, elle est devenue un lieu de visite prisé par tous les Coréens.

Un voyage au Nord de la Corée

Solidarité Internationale asbl
CONTACT ET CULTURES

Ceux qui nous ont déjà accompagnés en Corée vous en convaincront: le voyage au «Pays du Matin Calme» est une formule (de voyage) magique. Le rideau se lève sur un monde inconnu, sur un pays qui connaît une civilisation millénaire. L'occupation japonaise, la guerre de 50-53, la division, le mur: le passé a laissé de profondes blessures.
Le Nord de la Corée a édifié un socialisme indépendant, dynamique. Nous rendrons visite aux usines, aux coopératives agricoles, à l'université. Et vous comprendrez pourquoi les Coréens tiennent tant à leur système, source du développement et du bien-être du peuple.
Villes étonnantes, montagnes captivantes, la Corée dévoilera ses charmes. En visite chez un ouvrier, en pique-nique au bord de l'eau, vous découvrirez l'accueil incomparable et la gaieté des habitants.
Visite de Pyongyang (école, hôpital, musées,..), de la ligne de démarcation avec le Sud, des monts Myohyang (1.909 m), de l'écluse maritime de l'Ouest, d'entreprises et de coopératives agricoles, du camp de vacances des enfants.
Départ: 4 août Durée: 22 jours Prix: 69.500 frs Organisation: LAI Guide: Piet Algoed.

Vous voulez plus de renseignements? Contactez Contact et Cultures, tél: 02/513.75.62.



L'édification du parti révolutionnaire

Les communistes coréens tirent les leçons de l'échec du socialisme en URSS

PAR KIM JONG IL

Le 2 novembre, le dirigeant coréen Kim Jong Il a publié un article, dont nous reprenons des extraits. Il s'agit d'une contribution intéressante à l'analyse de l'échec du socialisme en URSS et en Europe de l'Est. Les leçons historiques de l'édification d'un parti au pouvoir sous le socialisme et le principe fondamental de l'édification du Parti du Travail de Corée sont les axes principaux de cette étude.

«L'échec du socialisme dans plusieurs pays nous donne des leçons sérieuses. Là-dessus, il est très important de se faire une idée précise des raisons pour lesquelles les partis qui, durant des dizaines d'années, ont mené une lutte ardue pour diriger l'oeuvre du socialisme se sont effondrés en si peu de temps.

L'effondrement des partis au pouvoir et le retour du socialisme au capitalisme, ces dernières années, dans certains pays socialistes peuvent être considérés comme un phénomène passager, déviant du courant général normal de l'histoire de l'humanité.

Le démantèlement des partis qui édifiaient le socialisme est un phénomène anormal à la lumière des circonstances et des conditions dans lesquelles ont eu lieu l'édification et les activités de ces partis. Les circonstances et conditions sont incomparablement plus favorables dans la société socialiste que dans la société capitaliste.»

Le Parti du Travail de Corée est incontestablement un parti de masse, comme en témoigne le succès des grandes manifestations qu'il organise. Il s'agit ici d'une manifestation pour la réunification, le 15 août 1992, à laquelle ont spontanément participé les habitants par milliers, dans chaque ville où elle a eu lieu.

Des bases organisationnelles et idéologiques solides

«L'effondrement de ces partis s'explique par l'échec de leur édification et de leurs activités. Le plus important dans l'édification et les activités du parti de la classe ouvrière est de consolider ses bases organisationnelle et idéologique.

Si leurs bases organisationnelles et idéologiques sont solides, ces partis pourront bel et bien déjouer tous les agissements des impérialistes et des ennemis de classe visant à les détruire.

Si les principes révolutionnaires sont fermement sauvegardés au sein du parti et que celui-ci est solidement structuré sur les plans organisationnel et idéologique, sa direction ne tombera dans les mains des renégats de la révolution; et même au cas où ceux-ci détiennent cette direction, ils ne pourront pas imposer facilement leur ligne contre-révolutionnaire à ses organisations et à ses adhérents.

Un autre problème important qui se pose dans l'édification et les activités du parti de la classe ouvrière concerne la consolidation de ses bases de masse.

Mais, si le parti au pouvoir sous le socialisme ne parvient pas à faire valoir la supériorité du régime socialiste à cause d'une organisation et d'une direction inefficaces de l'édification socialiste, ni à éliminer en son sein les méthodes et le style de travail périmés comme la bureaucratie ainsi que les actes de corruption tels que le pot-de-vin, il risque de s'écarter des masses.

Le processus de dégénérescence du parti au pouvoir sous le socialisme qui a entraîné l'effondrement du socialisme a commencé dès qu'il a rejeté les principes révolutionnaires de l'édification du parti de la classe ouvrière.

Sous prétexte de développer la théorie de l'édification du parti marxiste-léniniste en fonction des circonstances et des conditions nouvelles, ils l'ont vidée de sa quintessence révolutionnaire, ont affaibli le parti de façon systématique et ont paralysé sa fonction dirigeante.»

La position d'indépendance

«La chute successive de partis au pouvoir socialiste et du régime socialiste dans plusieurs pays, non dans un ou deux, tient à ce que le Juche (c'est-à-dire l'esprit d'indépendance et tenir fermement en main le travail vis-à-vis des personnes) n'a pas été établi dans l'édification et les activités de ces partis.

Puisque les réalités concrètes varient selon les pays, l'adoption dogmatique de l'expérience étrangère empêche l'édification du socialisme de progresser avec bonheur. Certains partis, habitués à adopter intégralement la politique d'un autre parti, ont suivi ceux qui abandonnaient les principes socialistes pour faire du révisionnisme et, finalement, sont arrivés jusqu'à accepter la ligne contre-révolutionnaire que leur imposaient les gens qui ont trahi le socialisme. Il en est résulté qu'en URSS et dans plusieurs autres pays socialistes d'Europe de l'Est, les partis au pouvoir se sont effondrés l'un après l'autre et le régime socialiste s'est ruiné en même temps. Cet état de choses ne se serait pas produit si ces partis avaient adopté une attitude responsable à l'égard de la révolution de leurs pays respectifs et avaient résolu touts les problèmes concernant leur édification et leurs activités en s'en tenant à une position d'indépendance et de maître et en tenant compte des exigences de leurs peuples et des réalités de leurs pays respectifs.

L'effondrement du régime socialiste dans plusieurs pays et la ruine de ces partis qui ont pris le pouvoir au bout d'une dure lutte révolutionnaire et qui construisaient le socialisme durant des dizaines d'années nous donne une sérieuse leçon.

Cette leçon historique montre qu'il faut défendre fermement la pureté des idées socialistes si l'on veut faire aboutir l'oeuvre du socialisme. L'expérience historique démontre que la dégénérescence idéologique entraîne le changement de nature et l'extinction du parti de la classe ouvrière et du régime socialiste.

Les courants idéologiques les plus dangereux qui compromettent le socialisme sont le révisionnisme, le dogmatisme et la servilité envers les grandes puissances.

Le révisionnisme représente aujourd'hui comme hier le pricipal danger pour la cause du socialisme. Reflet de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement communiste, il a contrecarré le passage révolutionnaire vers le socialisme dans les pays capitalistes, tandis qu'il a ouvert la voie à la restauration du capitalisme dans les pays socialistes et a servi d'instrument idéologique aux impérialistes pour réaliser leur stratégie d'»évolution pacifique». Nous devons pénétrer la nature réactionnaire du révisionnisme contemporain et le rejeter catégoriquement, sous quelque forme qu'il puisse être camouflé.»

La succession de la direction

«La leçon historique tirée de l'échec des partis au pouvoir socialisme et du régime socialiste dans plusieurs pays montre également qu'il faut régler correctement le problème de la succession du leadership en vue de parachever l'oeuvre du socialisme. La direction de l'oeuvre du socialisme ne peut être assurée avec succès que lorsqu'elle a un éminent dirigeant à sa tête.

Pour résoudre le problème de la succession de la direction dans la société socialiste, il faut renforcer le parti. L'expérience historique montre qu'on peut bien choisir un dirigeant compétent, dévoué à l'oeuvre du socialisme et au peuple, et mener cette oeuvre à bonne fin si l'on règle avec prévoyance le problème de la succession de la direction, à condition de renforcer le parti sur les plans organisationnel et idéologique et d'observer les principes fixés par lui.»

Rester le parti de masse

«Rester le parti de masse du peuple travailleur est la ligne fondamentale de l'édification de notre parti.

S'il veut établir solidement les liens de sang avec les masses et mener à bonne fin la cause du socialisme grâce aux forces inépuisables des masses populaires unies autour de lui, il doit se développer en tant que parti de masse défendant fermement les exigences souveraines et les intérêts des masses populaires et s'enracinant dans les larges masses laborieuses.

Assurer fermement l'unité de pensée et de direction au sein du parti constitue un principe fondamental en matière d'édification de notre parti.

Si, dans le passé, dans certains partis, le manque de discipline et le désordre ont été constatés, des fractions ont été créées pour les diviser et s'ils n'ont pu maintenir enfin leur existence même, cela est dû, dans beaucoup de cas, à ce qu'ils n'ont mis sur le premier plan que la «démocratie», sans avoir assuré une pensée et une direction uniques en leur sein.

L'unité d'idéologie et de direction doit judicieusement s'associer à la démocratie dans le parti, car alors seulement, les adhérents peuvent réaliser une authentique unité faite de camaraderie. La direction et la base font alors un tout organique et sa politique est appliquée fructueusement.

Resserrer l'unité et la cohésion de ses rangs est la tâche majeure à réaliser dans l'édification de notre parti.(...)

L'expérience historique montre que, si le parti néglige de consolider son unité et sa cohésion, pensant que, dans la société socialiste, plus rien ne viendrait les détruire, des groupes fractionnistes apparaîtront en son sein, qui, en connivence avec des forces contre-révolutionnaires opérant en dehors du parti, se lèveront contre le parti.»

Karoshi: l'envers du modèle japonais(1)

Le surmenage tue 10.000 fois par an

Une série d'articles sur le Japon

A partir de cette semaine, nous entamons la publication d'une série de cinq articles sur les méthodes de production au Japon, leurs conséquences et la résistance qu'elles suscitent. Les articles sont écrits par Hans Krikke, qui s'est rendu sur place en février et mars derniers et qui pendant ce séjour a réalisé un grand nombre d'interviews. Hans Krikke est journaliste free-lance et collaborateur à la «Fondation Révolte» («Stichting Opstand»), un centre de recherches aux Pays-Bas qui étudie les conditions de travail et les abus sociaux de par le monde. La série d'articles constitue un appel poignant à renforcer la lutte contre le Toyotisme, le management participatif et les méthodes de production flexible. Dans ce sens, ces articles intéresseront particulièrement les participants au prochain congrès de la CMB et ils pourront approfondir la lutte qui s'annonce pour les CCT.

10.000 ouvriers japonais succombent chaque année. La cause: les longues journées de travail, les cadences trop élevées.

L'ouvrier japonais est un ouvrier loyal. Il n'est jamais malade, travaille douze heures par jour lorsque le patron le lui demande. Il ne se plaint jamais, et ne fait jamais la grève. Il ne prend que sept jours de vacances par an. Et son syndicat approuve toujours les décisions du management. C'est la raison pour laquelle on attribue à l'ouvrier japonais la médaille de «company warrior». L'autre côté de cette médaille, c'est le prix payé par l'ouvrier japonais pour sa «fidélité». Selon les estimations, quelque dix mille ouvriers s'effondrent chaque année, par fatigue et épuisement. Cela s'appelle *karoshi*, «mort par surmenage». Une nouvelle épidémie qui frappe le Japon.

Le jeune avocat Ueyanagi occupe un minuscule cabinet dans le coeur de Tokyo. Il collabore au *karoshi hotline* (chaîne d'alarme Karoshi) à Tokyo. Avec ses collègues, il assure la défense des intérêts des veuves et des familles d'ouvriers qui ont succombé au travail.

Les dix mille morts par an ne sont que la pointe de l'iceberg, selon Ueyagani, qui s'interroge sur le nombre d'accidents mortels et d'invalides à vie, suite aux accidents de travail dont nul ne connaît l'ampleur, faute de statistiques.

Jusqu'à 3.000 heures de travail par an

«Les longues heures de travail et le rythme intensif» sont les les causes principales du *karoshi*, déclare l'avocat. Il considère que 3.000 heures sont la limite extrême. Les ouvriers qui travaillent trois 3.000 et plus risquent de succomber d'un jour à l'autre.

«Le stress joue un rôle important.» Un ouvrier japonais, surtout dans les grandes entreprises comme *Toyota* et *Hitachi*, n'a jamais un moment de loisir. Après le temps de travail, une réunion de son cercle de qualité l'attend. On y élaborera des projets pour obtenir une production plus rapide, de meilleur qualité et moins chère. Et pendant les week-ends, le syndicat de l'entreprise organise systématiquement des activités. Entretien des parcs publics, partie de golf avec les collègues ou les clients de l'entreprise. L'ouvrier japonais est contrôlé en permanence par son patron, pendant son travail, mais aussi après son travail.

4 à 7 heures sup' par jour!

Pourquoi les ouvriers japonais ne protestent-ils donc pas? Pourquoi ne refusent-ils pas les heures supplémentaires? Les parties de golf sont-elles donc obligatoires?

L'avocat Ueyagani cite un exemple. Tanaka est un ancien ouvrier d'*Hitachi*. Il y a quelques années, il avait refusé de prester plus de deux heures supplémentaires par jour. Il a été licencié. La loi japonaise le permet. Au Japon, le syndicat de l'entreprise et la direction négocient le nombre maximum des heures supplémentaires autorisées. Dans la plupart des entreprises, ce nombre est fixé à quatre heures par jour. C'est notamment le cas pour les entreprises qui travaillent en deux équipes. Les quatre heures supplémentaires servent à combler la différence entre les équipes. Dans les banques, le maximum est fixé à 7 heures supplémentaires. Par jour, bien entendu.

24 mois par an

Le docteur Temmyo dirige une clinique à Yokohama, la ville portuaire de Tokyo. Lui aussi collabore à la *karoshi-hotline*. Il déclare que, selon les statistiques officielles, l'ouvrier japonais travaille 2.100 heures par an. Cela représente encore quatre à cinq cents heures de plus que son collège européen. Selon les normes européennes, l'ouvrier japonais travaille donc 15 mois par an.

C'est une donnée tragique. Le capitalisme japonais est impitoyable, affirme le docteur Temmyo. *«J'évalue le nombre des ouvriers qui font plus de 3.000 heures par an à 10 millions. Tous des victimes potentielles du karoshi.»* Il cite l'exemple du *service overtime*, c'est-à-dire le travail qu'on emmène à la maison, un phénomène généralisé surtout dans le secteur des banques. *«Les employés des banques sont supposés emmener du travail chez eux, car chaque employé est évalué individuellement pour ses prestations, son attitude et sa disposition à effectuer des heures supplémentaires.»*

Parce que chaque ouvrier est évalué de cette manière, une compétition s'installe. Celui qui réalise le plus grand nombre d'heures, apporte et élabore le plus d'idées pour l'amélioration de la production, entre en ligne de compte pour des primes ou une promotion.

Temmyo nous accompagne à une usine de *Nissan*. Partout, les drapeaux verts flottent, symboles de la sécurité. *«Sans doute, la sécurité est-elle assurée dans les lieux de travail, mais l'ouvrier n'est pas en sécurité face à son chef immédiat.»* Temmyo nous explique que la partie flexible du salaire, qui s'élève à quarante pour cent, est fixée chaque mois. S'il proteste, l'ouvrier risque de perdre quarante pour cent de son salaire. S'il a tout de même le courage de résister, comme Tanaka chez Hitachi, il est frappé par une sorte de «bannissement». On le transfère dans une section éloignée, où il sera isolé. On lui confie des tâches lourdes et pénibles. S'il ne part pas de lui-même, on finira par le licencier. Cela conduit à une exploitation sans frein. Récemment, la veuve de Miyazaki s'est présenté au cabinet de Temmyo. Son mari travaillait dans une imprimerie. Pendant les années qui ont précédé sa mort, il avait effectué 4.320 heures par an. Cela correspond, en normes de chez nous, à 24 mois par an.

Flexibilité salariale

La *Toyota Motor Company* est le fleuron de l'économie japonaise. C'est la plus grande entreprise industrielle et l'inventeur du fameux management de la qualité, les cercles de qualité tant admirés par les patrons européens. Il y a quatorze ans, Hamabe Akira a commencé comme apprenti chez *Toyota* dans la *Toyota City*. Issu de la campagne, le teenager s'était retrouvé, dès son arrivée, dans une caserne-dortoir et devant la chaîne de production. *«A mes yeux, ces premières années, Toyota, c'était le rêve américain*, affirme Akira. *Gagner beaucoup d'argent, acheter une voiture, une maison.»* Mais le rêve américain s'est avéré être un cauchemar japonais. Akira montre les fiches de paye qui affichent des semaines de soixante heures. Cela ne lui rapportait même pas 150.000 yen (39.000 FB). A peine suffisant pour se nourrir et payer les charges fixes. *«Les heures supplémentaires ne sont payées qu'à 125%, mais j'en avais besoin pour survivre.»*

Comme apprenti, Akira a commencé tout en bas de l'échelle chez *Toyota*. Les promotions dépendaient de l'évalutaion positive de son travail et de son attitute par le contremaître. Dans cette évaluation, le nombre des heures supplémentaires était décisif, mais aussi sa participation aux campagnes de nettoyage. Ainsi que le nombre des idées qu'il introduisait pour l'amélioration de la qualité (lisez: productivité). Les heures supplémentaires et les primes constituent presque quarante pour cent du salaire. Les soixante pour cent restants étant le salaire de base.

Le calvaire d'Akira a comencé lorsqu'il a refusé d'effectuer plus de soixante heures par semaine. Il avait besoin de loisirs pour étudier l'anglais et l'espagnol. Le chef de son groupe l'a appelé à son bureau: ne suivrait-il pas plutôt un cours chez *Toyota*? Cela augmenterait ses chances de promotion. Le chef de groupe qui, chez *Toyota*, est en même temps dirigeant syndical et chef d'atelier, a critiqué Akira. *«Mais j'étais déterminé à poursuivre mon cours de langues. Après quelques mois, on m'a transféré dans une autre section. Certains collègues me critiquaient et on a commencé à jaser. Après un an je suis parti. J'ai fui Toyota.»*

Syndicats d'entreprise

Hamabe Akira n'est pas une exception. Il y a peu d'ouvrier militants et combatifs au Japon, surtout dans les grandes entreprises. Les «dissidents», comme on les appelle, sont bannis ou réduits au silence par les syndicats d'entreprise. Le Japon compte non moins de 73.000 syndicats d'entreprise, auxquels environ 12 millions d'ouvriers sont affiliés. La confédération Rengo, ultraconservative, compte, à elle seule, huit millions de membres qui représentent les *company warriors* parmi les ouvriers.

Il fut un temps où les syndicats japonais étaient combatifs. C'était dans les années 1945-1955, où les syndicats industriels avaient des centrales nationales.. Mais les capitalistes japonais sont parvenus à museler les syndicalistes et les syndicats combatifs. Dans de nombreuses usines, la direction a installé un deuxième syndicat «jaune» face à l'ancien jugé trop combatif.

Le syndicat d'entreprise ne défend pas les intérêts des ouvriers. Il exerce plutôt la fonction d'une sorte de conseil d'entreprise sans aucun pouvoir de décision. Tout ce que le management de l'entreprise propose en matière de restructurations, d'augmentation des cadences et d'heures supplémentaires, reçoit l'aval des dirigeants syndicaux. Aussi la grève est-elle quasi inexistante au Japon. En 1990, on n'a noté que quelques milliers de grévistes, sur une population de plus de 120 millions! L'absentéisme est excessivement bas, et n'atteint même pas 2,5%. Ils n'est pas étonnant dans ces conditions de voir des dirigeants syndicaux devenir des managers de haut niveau. Selon la fédération des capitalistes japonais *Nikkeiren*, sept sur dix managers au sommet sont d'anciens dirigeants syndicaux.

A quand le karoshi en Europe?

La compétition parmi les travailleurs et la politique des syndicats d'entreprise enchaînent l'ouvrier japonais. Pour le capitaliste européen, celui-ci est un ouvrièr modèle. Il produit à bon marché, travail dur et collabore à la hausse de la productivité et des bénéfices. Lorsque les bénéfices diminuent, l'ouvrier japonais se sépare volontairement d'une partie de son salaire en effectuant gratuitement des heures supplémentaires. L'intérêt que le modèle de management japonais suscite auprès des patrons européens s'explique par la manière dont le capitaliste japonais parvient à exploiter les ouvriers. Dans les entreprises japonaises, cette exploitation est beaucoup plus efficace, mieux organisée. Parce que l'ouvrier japonais se trouve au pied du mur.

Les capitalistes européens sont désireux d'introduire les cercles de qualité, les équipes polyvalentes, la coresponsabilité de l'ouvrier, etc. En réalité, les capitalistes européens veulent des ouvriers dociles et des syndicats muselés. Les conséquences sont évidentes. Le *karoshi* ou la mort par surmenage. Quand les premières chaînes d'alarme *karoshi* feront-elles leur apparition en Europe?

HANS KRIKKE

Quatorzième congrès du Parti Communiste Chinois

La droite à l'offensive

Le quatorzième congrès du Parti communiste chinois (PCC) s'est déroulé du 12 au 17 octobre. Les congrès du parti communiste, qui normalement ont lieu tous les cinq ans, jouent un rôle très important dans l'établissement de la ligne politique du parti.

Alternative: soit le retour des unités collectives, soit de nouvelles grandes propriétés terriennes.

Quelles sont les conclusions de ce congrès?

1. La tâche principale selon le PCC, c'est le développement des forces productives en Chine: le «progrès économique» est la première priorité. La lutte des classes existe sous le socialisme, mais elle ne joue qu'un rôle subordonné.

«Nous affirmons que la contradiction principale de la société chinoise au stade actuel est celle qui existe entre les besoins matériels et culturels croissants du peuple d'une part, et la production insuffisante de la société d'autre part, et qu'il faut accorder la première place au développement des forces productives, et faire progresser globalement la société en concentrant nos efforts sur le développement économique» (Rapport du président du parti Jiang Zemin, Beijng Information n° 43, 26 octobre 1992, p. VII).

«La lutte des classes n'est plus la contradiction majeure de notre société, le développement économique étant devenu notre tâche centrale» (page IX).

Cette position est un pas en arrière par rapport aux positions adoptées par le treizième Comité Central après les événement de Tienanmen. A cette époque, le Comité Central avait déclaré qu'à côté du développement économique, la lutte des classes (dans sa forme de lutte idéologique contre le passage pacifique au capitalisme) était aussi importante.

2. Officiellement, le PCC maintient les quatre principes fondamentaux: le socialisme, la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, le rôle dirigeant du parti et le marxisme-léninisme. On ajoute néanmoins, que le contenu de ces principes se modifie suite aux réformes en cours. Des quatre principes, un seul est défendu explicitement et mis en avant, le rôle dirigeant du parti.

«Ces quatre principes sont les fondements mêmes de notre République populaire. Ils constituent la garantie d'une développement sain de la réforme, de l'ouverture sur l'extérieur et de la modernisation, et ont acquis, grâce à celles-ci, un contenu neuf reflétant les impératifs de l'époque» (p. VII).

«Sont totalement erronées et hautement nuisibles toute conception et toute action contestant son statut de parti au pouvoir et son rôle dirigeant ou visant à les affaiblir ou à les rejeter» (p. XXIII).

Ces positions sont en recul par rapport aux conclusions des congrès précédents, où les quatres principes fondamentaux étaient confirmés sur un pied d'égalité et sans remarques vagues à propos de leur contenu modifié et reflétant les impératifs de l'époque.

3. Comme tâche principale dans le développement des forces productives, le quatorzième congrès du PCC cite la construction d'une «économie de marché socialiste». L'économie de marché socialiste diffère de l'économie de marché capitaliste dans la mesure où l'épine dorsale de l'industrie demeure les entreprises d'Etat. Mais le principe de l'économie planifiée à pratiquement disparu dans ce système.

«Le système socialiste d'économie de marché que nous voulons créer se propose de faire jouer au marché, sous le macro-contrôle de l'Etat socialiste, un rôle fondamental dans la répartition des ressources» (p. XI).

«S'il tient à prouver sa supériorité sur le régime capitaliste, le socialisme doit étudier et assimiler sans pusillanimité les méthodes avancées d'exploitation et de gestion qui ont été mises au point dans le reste du monde, y compris dans les pays capitalistes développés et qui reflètent la loi générale régissant la production sociale moderne et l'économie marchande. (...) Du moment que le pouvoir est dans les mains du peuple et que la propriété publique occupe la position dominante, l'incorporation de ces éléments ne pourra qu'aider au développement du socialisme» (p. XI).

L'instauration d'une économique de marché socialiste signifie: 1° la réforme de la gestion des entreprises d'Etat pour en faire des entreprises indépendantes et concurrentes, 2° le développement de marchés libres pour tous les moyens de production, en ce compris des marchés financiers et des marchés du travail, 3° la réforme du système salarial et de l'impôt et la création d'une sécurité sociale nationale, et 4° la séparation du pouvoir d'Etat et de la gestion des entreprises. L'économie planifiée du socialisme se trouve ainsi entièrement reléguée à l'arrière-plan.

«L'appareil gouvernmental a pour tâches principales d'assurer une planification d'ensemble, d'élaborer des directives politiques, de fournir des informations, de coordonner les activités des différents secteurs, de prester des services et d'effectuer un travail de supervision et de contrôle» (p. XIII).

«Ce qui distingue fondamentalement le capitalisme du socialisme, ce n'est pas l'importance plus ou moins grande attribuée au marché. Cette brillante intuition nous a permis de rompre avec le concept désuet qui voyait dans l'opposition entre économie planifée et économie de marché ce qui détermine la nature d'un régime social» (P. XI).

Cette thèse représente un recul fondamental par rapport au treizème contre de 1987, où il était encore question de combiner l'économie planifiée et l'économie de marché en vue du développement économique en Chine. La différence réelle entre le capitalisme et le socialisme est ainsi camouflée par le quatorzième congrès.

4. On plaide pour une intégration poussée dans l'économie mondiale, impliquant une forte croissance du commerce extérieur, le plus possible d'investissements étrangers, qui ne seront plus limités à certains secteurs, des investissement chinois à l'étranger et l'accès dans un délai rapide de la Chine au GATT, le club des pays capitalistes qui tentent en vain de surmonter leurs guerres commerciales et de garantir le «libre commerce» au niveau mondial.

«Il faut multiplier les régions ouvertes sur l'extérieur en sorte que notre pays puisse s'ouvrir à de multiples niveaux, par divers canaux et dans toutes les directions (...) On fera le plus rapidement possible de Shanghai l'un des grands centres économiques, financiers et commerciaux du monde. (...) Il est nécessaire de multiplier les secteurs utilisant les capitaux étrangers. (...) Il faut chercher activement des débouchés à l'étranger et diversifier le commerce extérieur afin d'orienter notre économie vers l'exportation. Il faut accroître nos investissements à l'étranger et développer les entreprises transnationales» (p. XIV).

Le concept d' «ouverture à l'étranger» utilisé depuis 1978 dans le sens de «employer l'étranger comme complément pour accéler le développement économique indépendant de la Chine» a subi un changement qualitatif lors de ce congrès et a été modifé en intégration dans l'économie capitaliste mondiale.

5. La théorie de Deng Xiaoping sur la «construction du socialisme à la chinoise» est introduite dans les statuts du parti et présentée comme un développement important du marxisme-léninisme-maoïsme. L'exaltation de cet assemblage opportuniste que constitue la théorie de Deng Xiaoping est une caricature du marxisme.

«La théorie de la construction du socialisme à la chinoise est l'aboutissement de l'interpénétration des thèses fondamentales du marxisme-léninisme, des réalités chinoises d'aujourd'hui et des particularités des temps modernes, le prolongement et le développement de la pensée de Mao Zedong, la cristallisation de la sagesse collective du Parti et du peuple chinois tout entiers et leur bien spirituel le plus cher» (p. VIII).

«Cette théorie est la première à apporter d'une façon assez systématique un début de réponse à de nombreuses question fondamentales touchant à la façon de construire, consolider et développer le socialisme dans un pays comme la Chine» (p. VI).

«Pour nous, l'étude du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong se ramène essentiellement à celle de la théorie du socialisme à la chinoise» (p. XXIV).

6. Le danger principal qui menace la construction du socialisme en Chine est le danger de gauche, affirme le congrès du PCC.

«Aujourd'hui, dans le contexte de la réforme et de l'ouverture, c'est principalement aux résistances du gauchisme que se heurtent nos efforts en vue de rechercher et d'ouvrir des voies nouvelles et de briser le carcan du système et des conceptions économiques qui entravent le développement des forces productives» (p. IX).

Cette thèse représente une rupture radicale par rapport aux conceptions du passé, où le PCC soulignait toujours, avec plus ou moins d'insistance, le danger de droite du passage pacifique au capitalisme.

PAUL CRISPEN

43 années de république populaire: leçons

La Chine a traversé un parcours de 43 années de construction du socialisme. Selon le congrès du parti, le progrès économique de la Chine n'aurait vraiment débuté qu'à partir du troisième plénum du onzième Comité Central, en 1978, avec les réformes élaborées par Deng Xiaoping.

Dans le rapport du président du parti, Jiang Zemin, le bilan de l'histoire de la république populaire porte le titre révélateur *«Bilan d'une pratique magistrale de 14 années»* (p. II). Sur les réformes depuis 1978, le rapport déclare: *«De par sa nature même, cette entreprise vise à transformer radicalement un système économique qui entrave le développement des forces productives de la Chine»* (p. II).

Croissance impressionnante depuis 1949

Cette affirmation nie les faits historiques: dans les 29 années précédant 1978, la Chine a connu une croissance économique, variable certes, mais impressionnante d'environ 6% par an. Partant à peu près de zéro et malgré l'isolement imposé par le monde capitaliste et à depuis 1960 aussi par l'Union soviétique, la Chine a réussi à construire sa propre économie et organiser la défense du pays contre le sabotage et les plans d'invasion impérialistes. Grâce à l'expropriation des grands propriétaires fonciers et à la collectivisation de l'agriculture, les paysans ont enfin accédé à une existence humaine et la grande majorité ont pu satisfaire leurs besoins élémentaires: alimentation, vêtements, logement, enseignement et soins de santé.

L'infrastructure complète et l'industrie construites dans cette période sont précisément la base sur laquelle Deng Xiaoping a pu s'appuyer pour ses plans de modernisation en 1978. Sans ce développement indépendant, déconnecté de l'impérialisme, entre 1949 et 1978, la Chine aurait été aujourd'hui une néo-colonie comme l'Inde, les Philippines ou l'Indonésie et les réformateurs n'auraient pas eu la possibilité d'entamer leurs modernisations en 1978.

Le développement entre 1949 et 1978 était basé sur l'agriculture collective, une industrie de l'Etat propre à la Chine, le tout dans le cadre d'une économie planifiée. Pendant cette période, la lutte des classes n'a jamais été oubliée: le parti était conscient, en permanence, du danger que représentaient les anciennes classes exploiteuses et aussi de la naissance possible d'une nouvelle classe de capitalistes au sein du socialisme. Pendant le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle, les masses populaires ont directement été impliquées dans cette lutte politique.

Bilan de la politique réformatrice

Les réformes depuis 1978 ont abouti à un certain nombre de résultats positifs.

La rigidité excessive de la politique agricole a été corrigée par une décollectivisation partielle de l'agriculture et l'introduction partielle de marchés libres. La production agricole a fortement augmenté et les paysans collaborent avec enthousiasme aux projets d'industrie rurale.

Le capital étranger est entré, ce qui a permis une application accélérée de technologies modernes. De petites entreprises privées dans le secteur du commerce et celui des services ont apporté un complément aux grandes entreprises d'Etat.

Les excès de planification de l'économie ont été corrigés en accordant une plus grande autonomie aux entreprises et en autorisant des marchés libres limités pour certains produits.

L'économie a connu une croissance moyenne de 9% par an.

Mais, à partir de 1985 surtout, il est apparu que les réformes présentaient aussi de graves inconvénients: stagnation de l'agriculture basée sur les petites entreprises familiales; étouffement des entreprises d'Etat par les entreprises privées et étrangères, qui n'ayant pas d'obligations sociales peuvent profiter plus facilement de nouvelles possibilités; affaiblissement du contrôle exercé par l'économie planifiée ce qui a engendré l'inflation et provoqué des pénuries dans certains secteurs; corruption favorisée par le double système d'économie de marché et d'économie planifiée et encouragée par des slogans idéologiques comme «Enrichissez-vous»; grands décalages des revenus et dégénérescence idéologique surtout parmi la jeunesse (implicitement justifiée par la thèse que la lutte des classes est terminée).

Durant toute la période des années 80, une lutte a été menée sur la question de savoir s'il faut renforcer l'économie planifiée et la lutte idéologique pour maintenir les réformes dans les limites requises et pour éliminer les aspects négatifs de ces réformes, ou bien s'il faut affaiblir l'économie planifiée pour ouvrir entièrement la voie à l'économie de marché et s'il faut abandonner totalement la lutte idéologique, le seul critère du bien et du mal étant le développement des forces productives.

Le quatorzième congrès opte résolument pour la suppression de l'économie planifiée et l'introduction totale des mécanismes de l'économie de marché. Quant à la lutte idéologique, les résolutions du congrès considèrent qu'elle ne doit plus essentiellement être menée contre les influences capitalistes, ce qui était encore la thèse du précédent congrès, mais presque exclusivement contre le «danger de gauche».

S'agit-il encore d'un programme socialiste?

Selon le congrès, une économie socialiste de marché se distinguerait de deux façons d'une économie capitaliste de marché: dans l'économie socialiste de marché, l'industrie lourde est principalement contrôlée par l'Etat, et l'Etat est dirigé par le parti communiste au nom du peuple.

Mais, d'une part, la Chine veut introduire l'économie de marché et, d'autre part, le «Conseil pour les affaires de l'Etat» a décrété le 24 juillet les «Règlements pour la modification des mécanismes de gestion dans les entreprises industrielles», qui instaurent l'autogestion complète pour les entreprises (impliquant la liberté d'embaucher et de licencier, de conclure des contrats avec l'étranger, de fixer leurs propres prix et d'appliquer leur propre politique salariale, etc.).

En quoi dès lors le comportement de l'entreprise publique se distinguera-t-elle encore d'une entreprise privée capitaliste si elle est contrainte d'assurer sa survie en cherchant par tous les moyens à réaliser un bénéfice maximal? Dans ces conditions, les entreprises publiques chinoises auront-elles la moindre chance de se maintenir face aux entreprises privées étrangères qui partent d'une position beaucoup plus favorable?

Le fait qu'il y ait beaucoup d'entreprises publiques n'est pas une garantie en soi pour le maintien du socialisme. Et l'ultime question qui se pose est celle de savoir quelle politique suivront l'Etat et le parti dirigeant.

Perspectives

Voyons d'abord où conduira le programme du quatorzième congrès s'il est appliqué d'une manière conséquente. Faut-il vraiment s'attendre à cette croissance économique permanente telle qu'on la promet au peuple chinois et qui devrait permettre à la Chine, dans un délai de cinquante ans, de rejoindre les rangs des pays moyennement ou fortement développés et d'offrir le bien-être à la population? Dès aujourd'hui, des effets négatifs se manifestent suite aux réformes. Loin de s'amenuiser, ces problèmes ne feront que s'amplifier.

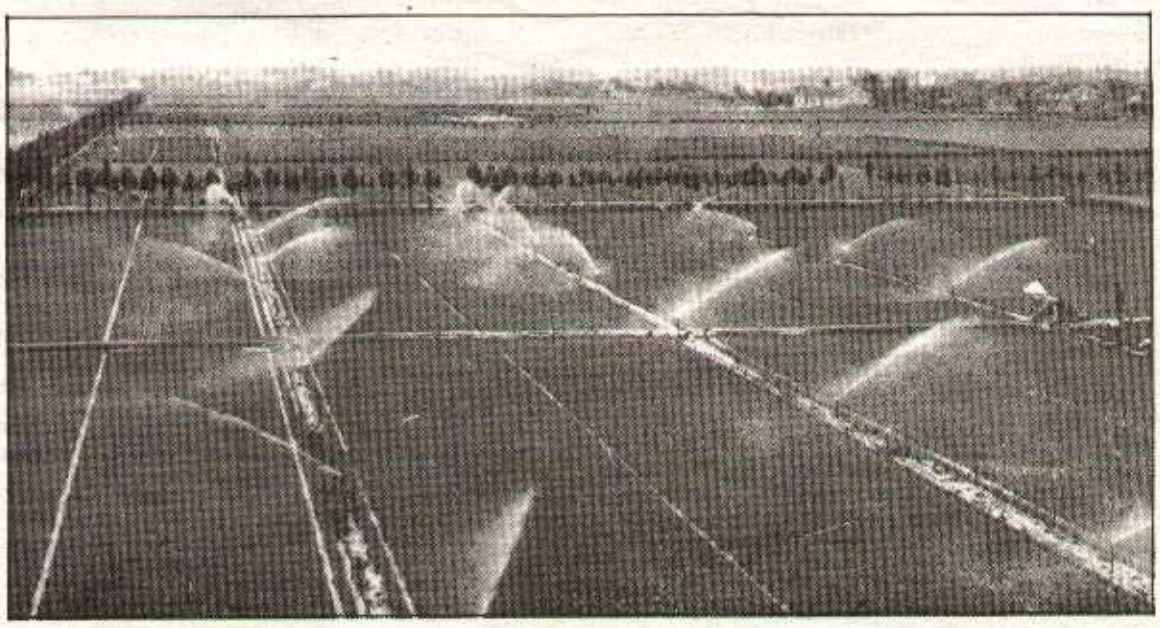
1. Dans le secteur agricole, les petites entreprises familiales ont atteint leurs limites. La mécanisation décroît. Des phénomènes d'appauvrissement du sol apparaissent, d'usage excessif d'engrais, d'abandon des infrastructures. L'avenir n'offre que l'alternative suivante: retour à des unités plus grandes et plus efficaces, ou retour aux grandes propriétés terriennes. L'application complète des principes du marché pour les produits agricoles conduira à cette dernière alternative. Les petits agriculteurs seront obligés de céder leurs terres aux nouveaux grands propriétaires, et ils finiront comme travailleurs agricoles à bon marché dans l'industrie rurale, qui entre-temps sera privatisée en majeure partie. Ou bien ils aboutiront dans les grandes villes comme ouvriers journaliers sans contrat, ou bien ils se retrouveront sans emploi. Les paysans constituent une population de 800 millions. Le chômage et la famine risquent de devenir le sort de beaucoup d'entre eux, comme dans le reste du tiers monde.

2. Dans les villes, les entreprises privées de l'économie de marché prendront de plus en plus le pas sur les entreprises publiques (dès à présent, la production industrielle des entreprises publiques ne représente plus que la moitié de la production nationale). Résultat: des masses d'ouvriers sans défense, livrés aux mains d'une nouvelle classe de capitalistes. Les entreprises publiques, quant à elles, face à une concurrence impitoyable, seront contraintes de licencier sans pitié du personnel. Il est à craindre qu'un chômage massif frappe les 100 millions d'ouvriers des entreprises publiques. Dans cette jungle, le plus fort gagnera et tous les moyens de concurrence, déloyale par essence, seront utilisés pour éliminer l'adversaire. La corruption se développera d'une manière inouïe et la criminalité ne fera que s'accroître.

3. L'introduction de l'économie de marché et l'abandon de l'économie planifiée produiront des crises capitalistes classiques: surproduction dans certains secteurs, pénurie des produits de première nécessité dans d'autres, inflation, chômage et démantèlement des droits acquis. La révolte contre-révolutionnaire de 1989 n'a été possible que parce qu'un mécontentement régnait parmi la population suite à la crise capitaliste embryonnaire entamée en 1988.

4. Si la Chine s'intègre à l'économie mondiale, elle suivra sans plus les crises du capitalisme mondial. Sans le rôle moteur de l'économie planifiée, il est douteux qu'elle échappe au rôle réservé aux pays en voie de développement: fournisseurs à bon marché de matières premières et de main d'oeuvre. L'ouverture brutale du marché aux produits de l'étranger ne bénéficiera qu'aux classes qui peuvent se les payer. L'ouverture illimitée de tous les secteurs et de tous les marchés au capital étranger et la possibilité offerte aux entreprises étrangères de s'implanter dans le capital des entreprises publiques risquent de ravaler la Chine à l'état de (néo-)colonie de l'impérialisme. L'entrelacement du capital étranger et du capital chinois conduiront à la dépendance tant économique que politique de la Chine. Les concessions commerciales importantes accordées par la Chine à son principal partenaire commercial, à savoir les Etats-Unis, en sont un exemple économique.

PAUL CRISPEN



Entre 1949 et 1978, le développement était basé sur l'agriculture collective et l'industrie d'Etat, dans une économie planifiée. Le parti restait conscient du danger de restauration par les anciennes classes exploiteuses ou une nouvelle classe capitaliste surgissant au sein du socialisme.